Écrits politiques et philosophiques

Annie Jourdan

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/2165>

DOI : 10.4000/ahrf.2165

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2005

Pagination : 179-181

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Annie Jourdan, « Écrits politiques et philosophiques », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 339 | janvier-mars 2005, mis en ligne le 24 avril 2006, consulté le 23 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/2165> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.2165>

Ce document a été généré automatiquement le 23 avril 2022.

Tous droits réservés

Écrits politiques et philosophiques

Annie Jourdan

RÉFÉRENCE

John Adams, *Écrits politiques et philosophiques*, éd. Jean-Paul Goffinon, Caen, Presses Universitaires de Caen, 2004, 2 vol., 345 et 297 p., ISBN 2 84133 20, 63,30 e.

- 1 *Écrits politiques et philosophiques*, ce titre ne recouvre pas tout à fait le contenu des deux volumes et c'est dommage pour une part. Il s'agit en effet d'un choix de textes, introduits et annotés par Jean-Paul Goffinon, juriste et philosophe de formation, qui avait déjà consacré à John Adams une étude parue en 1996 à Bruxelles. D'autre part, la présentation choisie a pour avantage de montrer l'évolution d'un personnage complexe qui a longtemps eu mauvaise presse ou a été incompris. L'introduction de 248 pages permet également de revenir sur la Révolution américaine, sur ses fondements intellectuels et politiques et sur les discussions entre France et États-Unis à l'époque des révolutions.
- 2 Juriste de formation, après des études de théologie, John Adams s'avère tout d'abord un homme extrêmement curieux, dévorant tout ce qui a pu s'écrire en matière de droit et de philosophie, ne dédaignant aucun auteur de quelque origine qu'il soit. Il connaît les Anciens tout comme les modernes (essentiellement les Britanniques de la *Great Revolution* ou les Écossais du XVIII^e siècle) et s'est même engoué de Montesquieu et de Rousseau. En 1775, à une date où culminent les conflits entre la Grande-Bretagne et ses colonies d'outre-Atlantique, Adams pense déjà à l'indépendance et formule ses premières idées en la matière. Au printemps 1776, il publie anonymement ses *Thoughts on Government*. Le 15 mai, le Congrès continental invite les treize États d'Amérique à mettre en place de nouvelles institutions, ainsi qu'Adams l'avait souhaité. C'est lui enfin qui va rédiger le préambule de cette recommandation, en attendant qu'il soit désigné aux côtés de Jefferson, Franklin, Livingston et Sherman pour rédiger la déclaration d'indépendance, laquelle doit beaucoup, comme on le sait, à Jefferson. Adams prendra sa revanche en 1779, puisque c'est à lui que revient pour une grande part la rédaction

de la constitution du Massachusetts. Celle-ci est particulièrement intéressante, en ce sens qu'elle formule en préambule un contrat social et une déclaration des droits naturels de l'homme, préalable à l'entrée dans un gouvernement ; qu'elle présente la constitution comme une loi écrite fondamentale, antérieure au gouvernement ; qu'elle redéfinit la souveraineté populaire comme un pouvoir constituant exercé réellement par le peuple en personne ; qu'elle introduit la représentation dans tous les organes du gouvernement et l'élection directe de l'exécutif. Dès lors, Adams conçoit le principe de la séparation des pouvoirs, mais aussi celui de freins et de contrepoids, héritage d'une tradition britannique qu'il parvient à moderniser et à démocratiser. C'est ainsi qu'il attribue aux pouvoirs des fonctions diverses qui vont les équilibrer et freiner tout abus de la part des uns ou des autres. Au gouverneur élu directement et annuellement par le peuple revient le droit de veto ; au Sénat, où sont représentés les intérêts, les talents ou les richesses advient le droit de surveillance et au judiciaire le droit de contrôle. Le modèle était assez subtil pour encourager le Congrès à l'emprunter en 1787 lors de la réalisation de la constitution fédérale, quitte à en modifier quelques détails, dont l'élection du président qui se fera indirectement, contrairement à ce que prônait Adams.

- 3 À cette date, John Adams était en Europe où il avait été nommé ambassadeur. Séjournant dans les Provinces-Unies entre 1780 et 1782, en France à plusieurs reprises entre 1779 et 1788 et en Angleterre où il devient ambassadeur en 1785, il est et demeure un intermédiaire culturel non négligeable. En France, il fréquente le cercle de Turgot, mais aussi Raynal et Mably ; dans les Provinces-Unies, il est l'ami des patriotes et le propagandiste des idées révolutionnaires américaines. Le séjour en Angleterre ne freine pas ces activités. Adams publie des lettres et des articles où il fait part du point de vue américain et défend les beaux principes. Et il fréquente les futurs « jacobins » britanniques : Price et Priestley. En 1788, il est enfin rappelé en Amérique et quitte l'Europe sans regret. Entre-temps, il a entrepris d'écrire sa célèbre *Défense des constitutions de gouvernement des États-Unis d'Amérique* (1786-1788) en trois volumes, qui va nuire à sa popularité, en ce sens qu'Adams semble y défendre le principe aristocratique. Plusieurs mobiles sont à l'origine de cette publication. Il semblerait qu'Adams ait voulu expliquer à ses amis patriotes ses idées en matière constitutionnelle, elles mêmes raffermies par la rébellion de Shays des années 1782-1786, mais il a sans nul doute voulu aussi répliquer à la lettre de Turgot de 1778 qui critiquait les constitutions américaines et avouait son incompréhension pour le fait que les Américains n'adoptent pas celle de Pennsylvanie, dont la particularité était un système monocaméral, un suffrage universel et un exécutif composé de comités.
- 4 Goffinon accorde à juste titre une attention soutenue au dialogue entre Américains et Français sur l'unité envisagée par Turgot et ses amis comme seule adéquate dans un gouvernement populaire fondé sur l'égalité et la liberté et sur les *Checks and Balances* jugés nécessaires par les Américains pour protéger la liberté et l'égalité contre toute tentative de despotisme. De même, John Adams ne se satisfait pas d'une reprise simpliste du concept de volonté générale, trop vague selon lui et pouvant mener à la dictature des minorités par la majorité. Car c'est bien la protection des droits (des minorités) que visent le juriste de Nouvelle-Angleterre et avec lui plus d'un Américain. Contrairement aux Français qui accordent trop de confiance en la loi et en l'unité, ce qui va se faire au détriment des minorités et de la démocratie réelle, Adams manifeste son pessimisme (tout calviniste) sur la nature humaine et sur la passion de la distinction qui habite les hommes, ce qui l'encourage à séparer l'élite (l'aristocratie) de

la masse, afin que celle-là n'influence pas celle-ci. Il prône un gouvernement des lois où les intérêts contradictoires vont s'avérer paradoxalement les gardiens de la légalité. Enfin, il reconnaît que l'Américain moderne n'est pas vertueux, mais mené par ses intérêts, là où la France a du mal à accepter cette idée et refuse de prendre en compte les intérêts sociaux - variés et peu compatibles. Soucieuse de laisser s'exprimer la volonté générale qui serait l'addition des volontés bonnes, la Révolution française refuse la dissension qui serait l'expression de volontés mauvaises - avec les conséquences que l'on suppose, puisque ces volontés mauvaises seront forcément condamnées et supprimées. On reconnaîtra dans ces interprétations celles de François Furet et de Marcel Gauchet, plusieurs fois invoqués lorsque est examiné le fantasme de l'unité et de l'adéquation entre peuple et volonté générale ou quand est abordée l'ambition de dépassement universaliste de la Constituante. Mais l'auteur tient compte aussi des structures fédérales américaines qui, mieux qu'en France, ont facilité l'introduction outre-Atlantique d'une démocratie représentative, sans pour autant oublier de mentionner les difficultés rencontrées, que ce soient les rébellions, les prétentions des sociétés populaires à la démocratie directe et la dangereuse vacance du pouvoir qui ont contribué à accélérer l'introduction de constitutions dans les divers États après 1776 ou à raffermir le gouvernement fédéral en 1787.

- 5 L'introduction aborde ainsi les diverses facettes d'une historiographie souvent peu généreuse envers la Révolution américaine, dont on minore les acquis politiques, juridiques et sociaux, dont on conteste l'universalisme et dont on simplifie à loisir les péripéties. L'auteur met l'accent au contraire sur l'originalité de l'événement, sur les talents des Américains à tenir compte de leur histoire, de leur culture et de leur contexte et sur la complexité de la pensée de John Adams, qui en vient certes à détester la Révolution française, en raison de ses excès et à renier pour une part les idéaux de sa jeunesse sans pour autant rejoindre le parti de Hamilton, qui, lui, aurait souhaité renouer plus intimement avec l'Angleterre. Face à Jefferson, Adams fait peut-être figure de fédéraliste aristocratique, surtout quand il sera à la tête de la grande république d'outre-Atlantique, mais pour une part parce qu'on a trahi délibérément sa pensée. Jefferson le premier qui se fit un malin plaisir à ridiculiser certaines idées de son ancien ami.
- 6 Parmi les fragments de textes choisis par l'éditeur, l'on trouvera la plupart des écrits de John Adams: ceux de la jeunesse et de la maturité, mais aussi quelques extraits de la correspondance avec Mably, Taylor ou Jefferson. Malgré leurs désaccords entre 1801 et 1812, les deux *Founding Fathers* (terme qui dit bien ce qu'il veut dire: à savoir qu'en Amérique aussi, la révolution fut jugée fondatrice, et non pas réformatrice), en viendront à reprendre leur correspondance après 1812, conscients tous deux de l'impact qu'elle aurait sur la postérité. Prétexte à soumettre leurs vues réciproques sur les grands événements dont ils ont été des acteurs fondamentaux, mais aussi à commenter ce qui se passe de l'autre côté de l'Atlantique, et évidemment la Révolution française et son échec, dû selon Adams à l'idéologie, seul point sur lequel il s'accorde avec Napoléon (lettre du 13 juillet 1813). Ce choix forcément limité de textes prouve l'intérêt et l'urgence qu'il y aurait à publier en français les écrits des divers *Founding Fathers*, que ce soit la belle figure de Thomas Jefferson, partisan inconditionnel de la démocratie et de la Révolution française, le non moins intéressant James Madison, dont on retrouve de très beaux textes dans le *Fédéraliste*, ou le critique pessimiste et tourmenté que fut John Adams. Les lire et reconnaître leurs mérites n'implique en

aucun cas une remise en cause de la Révolution française, mais permet de mieux appréhender les solutions envisagées par deux peuples à la fois proches et lointains.